

L'avis de l'expert

# L'avenir de l'euro: solidarité et irréversibilité

Le projet européen est un projet volontariste et naturellement perfectible. La sortie d'un pays de la zone euro (ou de l'Union européenne si l'on songe au cas britannique) créerait un précédent. Le signal politique d'un retour en arrière serait en effet considérable

L'intégration monétaire, établie en 1999, se situe au cœur du projet européen. Dès 2001 débutent les élargissements géographiques de la zone euro, portant le nombre d'Etats membres de 11 initialement à 19 actuellement. On peut y voir une forme de parachèvement de l'intégration économique car il ne saurait y avoir de véritable marché intérieur sans monnaie unique. L'intégration monétaire représente aussi le chaînon crucial entre l'économie et le politique.

Dès 1952, Jean Monnet avait en effet esquissé une typologie de l'intégration européenne passant successivement par trois phases: marché unique, monnaie unique, fédération. Du fait de l'impossibilité d'établir une construction politique d'ensemble dès le début du processus, c'est une forme de fédéralisme à l'envers qui allait être suivi, mais en l'absence de consensus sur la forme finale à rechercher.

A cet égard, les créanciers de la Grèce portent assurément une lourde part de responsabilité

Du point de vue économique, la question cruciale est de savoir si l'unification monétaire a lieu dans une zone géographique optimale et s'il existe une dynamique centripète ou centrifuge. C'est à l'économiste Robert Mundell, couronné du Prix Nobel en 1999, que l'on doit la théorie des zones monétaires optimales. Tenant compte de la disparition de l'outil de l'ajustement monétaire au sein de la zone euro, les économistes discutent notamment du degré de libre circulation des facteurs de production, de la flexibilité des marchés et, pour reprendre un terme suisse, du système de péréquation nécessaire entre les pays. Il serait toutefois insuffisant de se cantonner à des réflexions purement économiques. En effet, la construction européenne a aussi la dimension d'un projet politique.



Gilles Grin

Politologue  
à l'Université  
de Lausanne

La Grèce a rejoint la Communauté européenne en 1981 et l'union économique et monétaire vingt ans plus tard. On ne voit maintenant que trop bien combien le pays n'était pas préparé. Les conséquences immédiates de l'arrivée de l'euro devaient être positives grâce à la baisse des taux d'intérêt. La perte de la possibilité de recourir à l'ajustement monétaire aurait dû être compensée par une politique de compétitivité. Or le pays n'a pas fait les réformes structurelles nécessaires dans les années 2000. Il aurait fallu revoir le système fiscal et les conditions de la fourniture des biens publics. Trop d'argent a été emprunté, dilapidant ainsi la manne des taux d'intérêt plus bas.

A cet égard, les créanciers de la Grèce portent assurément une lourde part de responsabilité. Les conséquences de la grande crise commencée en 2008 ont été effarantes mais l'idée que la Grèce devrait sortir du carcan européen afin de regagner le pouvoir de dévaluer sa monnaie nationale est une utopie pleine de menaces. La dévaluation créerait un appauvrissement général de nature à déchirer le tissu social et politique du pays. A côté des plans d'aide et des indispensables réformes de structure, une restructuration de la dette nationale ne devrait pas être un tabou.

Le projet européen est un projet volontariste et naturellement perfectible. La sortie d'un pays de la zone euro (ou de l'Union européenne si l'on songe au cas britannique) créerait un précédent. Le signal politique d'un retour en arrière serait considérable. Les pays de la zone euro sont liés par une grande solidarité de fait. Et les marchés sont à l'affût. Pour prendre une analogie avec la physique, la scission de la zone euro libérerait des forces dont on ne sait pas où elles s'arrêteraient. Le risque ne devrait jamais être couru. Il est important de se rappeler les fondements du projet européen, qui lui donnent son sens: paix, démocratie, droits fondamentaux, prospérité, défense des valeurs et des intérêts de l'Europe dans le monde.

Dans un premier temps, le projet européen, centré sur l'intégration économique, a développé les solidarités de fait comme la déclaration Monnet-Schuman l'avait postulé en 1950. Des politiques publiques développées au cours des décennies sont venues en renfort, que l'on songe par exemple à la politique de cohésion et au développement de grandes infrastructures. Initialement et contrairement aux prescriptions, l'union monétaire n'a pas été flanquée d'une union économique. Certains ont parlé d'un vice de conception. La grande crise de 2008 a montré que cela était vrai dans l'absolu. Mais, en réalité, c'était une volonté politique convergente qui avait manqué aux dirigeants nationaux au moment de Maastricht, au début des années 1990. Il n'était pas possible d'aller plus loin.

C'est dans l'urgence que l'union économique a été développée depuis 2010. L'établissement du Mécanisme européen de stabilité (MES)

Il faut développer une démocratie européenne exemplaire et mieux mettre en lien les démocraties nationales

représente une nouvelle forme de solidarité au niveau des politiques publiques européennes. La crise a rendu encore plus visibles les solidarités de fait existant entre les Etats membres de la zone euro. Cela a influencé les décideurs, qui ont voulu préserver la zone pour des raisons à la fois économiques et politiques.

La zone euro est maintenant mieux protégée. Mais deux faiblesses sérieuses demeurent: 1) les mécanismes de solidarité demeurent sans doute encore insuffisants en l'absence d'un budget commun significatif et d'un système de péréquation; 2) un nouvel incendie pourrait toujours démarrer en cas de volonté politique révisionniste, c'est-à-dire si un ou des Etats membres clés de la zone euro soutenaient la

sortie de l'un d'eux. Dans les débats politiques récents, il semble que la Grèce et l'Allemagne ont toutes les deux flirté avec ce scénario.

Cela nous amène à la question de l'irréversibilité. Il suffirait que l'un des Etats membres de la zone euro soit amené à la quitter pour que le tabou de son irréversibilité soit détruit. Finalement, elle pourrait alors être assimilée à une sorte de super-mécanisme de taux de change fixes, mais la réversibilité serait dorénavant inscrite dans les gènes du projet. Outre les conséquences économiques, cela risquerait de briser sa potentialité politique et d'empêcher les Européens de devenir un acteur uni sur la scène internationale.

Le projet européen a apporté à l'Allemagne, pays le plus influent au sein de la zone euro et de l'Union, prospérité et respectabilité. Le pays, qui tire d'énormes bénéfices économiques de l'existence d'un grand espace économique et monétaire intégré, devrait tout faire pour préserver l'intégrité de la zone euro, réalisation humaine fragile par la force des choses. Il faut aller plus loin, jusqu'où cela est nécessaire, dans le développement de mécanismes de solidarité pour ancrer le plus solidement possible l'irréversibilité du projet. Il faut développer une démocratie européenne exemplaire et mieux mettre en lien les démocraties nationales. Ceux qui contribuent à la solidarité commune doivent être assurés qu'un jour, même lointain, ils pourraient à leur tour devoir en profiter.

Gilles Grin s'exprime ici en son nom personnel. Il est, par ailleurs, directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe et chargé de cours à l'Université de Lausanne